

citer moi-même, de mémoire, celles-ci qu'il a prononcées à l'exhibition nationale à Toronto :

Je ne voudrais pas m'opposer à la nationalisation des chemins de fer. Ce que je demande c'est que, avant de nous lancer dans cette nouvelle aventure, nous soyons sûrs du terrain sur lequel nous poserons le pied.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Je n'y contredis pas; mais, d'un autre côté, voici ce que le "Globe", de Toronto, publiait dans son numéro du 23 avril 1919, au sujet de lord Shaughnessy :

L'autre antagoniste de la nationalisation, c'est lord Shaughnessy, qui lance le défi aux politiciens et aux fonctionnaires des chemins de fer de l'Etat. Les fonctionnaires, dit-il, finiront par être des politiciens, et il ajoute ironiquement que les ministres seront bientôt devenus des hommes de valeur en ce qui concerne l'exploitation des chemins de fer.

L'hon. M. LEMIEUX: J'ai ici la reproduction exacte des paroles de lord Shaughnessy et je vais les lire, afin de n'être pas injuste à son égard.

L'hon. sir THOMAS WHITE: A quelle occasion a-t-il prononcé ces paroles ?

L'hon. M. LEMIEUX: A l'occasion de l'ouverture de l'exhibition nationale du Canada, le 26 août 1918.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Les paroles que j'ai citées ont été prononcées dans une autre circonstance.

L'hon. M. LEMIEUX: Voici ce qu'il a dit :

D'ici à quelque temps, nous aurons l'occasion d'apprendre le résultat que nos voisins du Sud obtiendront dans la nationalisation des chemins de fer, et peut-être aussi aurons-nous acquis un peu d'expérience à nos propres dépens.

Je veux qu'il soit bien compris que je ne suis pas hostile à la nationalisation des chemins de fer. Le jour où le Gouvernement sera convaincu que le pays désire la nationalisation de nos voies ferrées, nous sommes un peuple démocrate, la nationalisation se fera. Dans tous les cas, quelle que soit la politique adoptée, nous devons être sûrs du terrain sur lequel nous poserons le pied sans quoi nous pourrions nous trouver en face d'un problème très sérieux à résoudre.

Voilà ce que j'ai cité à la Chambre.

L'hon. sir THOMAS WHITE: J'ai cité les paroles qu'il a prononcées dans une autre circonstance, c'est-à-dire le 23 avril 1919, d'après le compte rendu du "Globe", de Toronto. L'honorable député a cité aussi M. Mitchell, président de la National City Company, de New-York. M. Mitchell prétend que la nationalisation coûte trop cher et qu'aux Etats-Unis, la mode de la nationalisation s'est beaucoup ralentie, au

cours de l'année dernière. L'honorable député de Maisonneuve (M. Lemieux) a également cité l'opinion de la plus haute autorité de l'Europe en fait d'économie politique, d'après lui, et il a dit qu'elle était absolument opposée à la nationalisation. Puis il a prié la députation de réfléchir avant de souscrire à cette fantaisie, ajoutant que les meilleurs amis du Gouvernement à Toronto étaient opposés à cette politique. Je soutiens que le député de Maisonneuve (M. Lemieux) s'est fortement prononcé contre la nationalisation. Est venu ensuite le député de Trois-Rivières (M. Bureau). Ce qui me plaît chez lui, c'est qu'il est franc et parle toujours sans équivoque.

M. McCREA: Il fait toujours preuve d'intelligence.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Il s'exprime toujours clairement et personne ne dira qu'il manque d'intelligence. Voici les paroles qu'il a prononcées :

Je suis opposé à la nationalisation; je l'ai déclaré.

Page 1820 du hansard de la présente session. Page 1822, il dit encore :

Je suis opposé à la nationalisation, j'ai déclaré, lors de la 2e lecture. Ce j'y étais opposé que j'étais en faveur des compagnies particulières et du contrôle de l'Etat.

Puis, page 1825, il ajoute :

Je veux que mes bons amis s'aperçoivent que, malgré mon opposition à la nationalisation, je tiens à aider autant que possible au succès du réseau national.

Le représentant de Kamouraska (M. Lapointe), qui est un pilier de son parti, dit à la page 1818 :

Ceux qui croient que l'étatisme signifie nécessairement liberté et libre concurrence se trompent. Sous plusieurs rapports, il entrave tout au contraire l'expansion de la liberté. Il tue la concurrence, il établit dans l'Etat un régime bureaucratique.

Je cite ces extraits parce qu'ils manifestent l'opinion des députés de la gauche, vu qu'on a déclaré que ceux-ci n'étaient pas hostiles aux principes de la nationalisation.

Je le répète, j'admets bien qu'un homme public approuve l'initiative privée et blâme la nationalisation. Mais il faut nécessairement savoir quels sont les sentiments d'un homme public, quel est sur ce sujet l'avis d'un membre de cette Chambre. A en juger par les extraits que j'ai lus, il est évident que les chefs de la gauche n'admettent pas le principe de la nationalisation.

L'autre inconvenient, a dit le représentant de Shelburne-et-Queen (M. Fielding), c'est